► La santé : nouveaux défis pour le développement

Sous la direction de Hamidou Niangaly,
Valéry Ridde et Josselin Thuilliez

ISABEL
LE ROUX

La gouvernance urbaine « les pieds dans l'eau »

Le foncier urbain cotonnois à l'épreuve des matérialités environnementales au Bénin

Thibault Boughedada

RÉSUMÉ

Cette contribution analyse les interactions entre les politiques d'aménagement du foncier sur la commune de Cotonou (Bénin) – particulièrement les opérations dites de lotissement et de remembrement –, et l'exposition importante de celle-ci aux contraintes environnementales, en particulier les inondations. Adossé à un travail de terrain qui recouvre plusieurs quartiers vulnérables de la ville, à des entretiens qualitatifs avec toute une chaîne d'acteurs intervenants à différentes échelles, des cabinets de géomètres et urbanistes aux différents services municipaux et ministériels liés aux politiques foncières et d'aménagement, ce travail montre que ces politiques renforcent plutôt qu'elles n'atténuent la vulnérabilité de la ville et de ses habitants face aux risques environnementaux.

MOTS-CLÉS

foncier urbain, environnement, propriété, aménagement, artificialisation des sols, Bénin

Introduction

Au cœur d'un corridor urbain qui va d'Accra, au Ghana, à Lagos, au Nigéria (Choplin, 2019), la ville de Cotonou est située sur le cordon du littoral qui s'étend entre le lac Nokoué et l'océan Atlantique. Chef-lieu des départements de l'Atlantique et du Littoral, Cotonou est considérée comme la capitale économique du Bénin. Alors que le rythme d'accroissement de sa population ne faiblit pas, la ville connaît une pression foncière importante. Coincée entre l'océan Atlantique, la lagune et le lac Nokoué, la capacité d'extension de la ville est désormais limitée, d'autant que cette bande de terre, d'une largeur de 5 km et d'une altitude pouvant aller de 3 à 7 m au-dessus du niveau de la mer, est constituée d'importantes dépressions marécageuses¹. Le relief n'est alors pas favorable à l'écoulement des eaux pluviales et favorise plutôt la stagnation et l'infiltration des eaux. Par ailleurs, la ville de Cotonou est confrontée à une érosion côtière très prononcée, essentiellement due aux activités humaines, notamment un prélèvement important du sable marin, ainsi que la construction du port autonome de Cotonou, menaçant directement des habitations. Les facteurs hydrologiques sont aussi favorables à ces inondations : le niveau de la nappe phréatique augmente rapidement. Le sol est vite saturé, notamment dans les zones de dépressions. Les précipitations ne pouvant s'infiltrer convenablement, une grande partie de la ville est inondée pendant les saisons des pluies, qui tendent à s'uniformiser entre mars et octobre. Aussi, les crues du fleuve Ouémé et de ses affluents peuvent provoquer d'importantes variations du niveau d'eau du lac. Celles-ci engendrent des remontées de la nappe phréatique, et c'est ainsi que certains quartiers, qui sont aussi parmi les plus précaires – notamment ceux de Vossa-Kpodji, Fifadji, Sainte-Rita, Yénawa et Agla –, restent inondés presque la moitié de l'année. Par conséquent, et au regard de cette situation, l'enjeu de régulation du foncier apparaît central dans la régulation des dynamiques d'implantation des habitants, mais aussi dans les politiques d'aménagement territorial et la gestion plus globale des risques socio-environnementaux causés par ces inondations.

Les risques environnementaux sur les littoraux font l'objet de nombreux travaux ; parmi les plus récents, certains ont analysé la gestion palliative des

1 Mairie de Cotonou, « Élaboration du plan directeur d'urbanisme de Cotonou. Rapport diagnostique thématique : environnement urbain », septembre 2013, p. 7.

inondations dans les villes d'Afrique, notamment à Dakar (Leclercq, 2019). D'autres, en France, s'intéressent au rôle de l'ingénierie dans la gouvernance territoriale des risques littoraux en Charente-Maritime (Mazeaud & Rieu, 2021). Ce travail propose pour sa part de s'intéresser aux causes plus structurelles du traitement des risques environnementaux dans une perspective relationnelle croisée entre les politiques d'aménagement du foncier sur la commune de Cotonou, en portant un regard sur les pratiques sociales, notamment les opérations d'aménagement dites de lotissements², et en les confrontant aux matérialités des contraintes environnementales des milieux concernés (Vaillancourt, 2010). En effet, l'analyse des effets biophysiques des politiques d'aménagement du foncier a fait l'objet de peu de recherches jusqu'à présent, y compris dans les travaux portant sur les dépossessions foncières en milieu rural (Roudart & Guénard, 2019).

Les questions de finitude des espaces disponibles, d'irréversibilité liées à la spéculation entraînant une importante artificialisation des sols dans le but de construire, d'incertitudes liées au recul du trait de côte et aux incursions marines, autant que l'intensité des pluies fournissent un ensemble de réflexions que les organes politiques et économiques en place doivent gérer. Si la géographie (Chartier & Rosdary, 2016 ; Berdoulay & Soubeyran, 2020) et l'histoire (Locher & Queney, 2009) tendent à explorer ces enjeux environnementaux dans leurs propres disciplines, ces travaux sont plus rares en science politique, laquelle possède pourtant des outils pour réfléchir à l'impact de la matérialité environnementale sur l'administration et la prise de décision publique (Villalba, 2006 ; Aykut, 2012 ; Revet & Langumier, 2013 ; Lascoumes *et al.*, 2014 ; Felli, 2014 ; Cabane & Revet, 2015 ; Rocle, 2015 ; Laronde-Clérac *et al.*, 2015 ; Semal, 2017). Cette matérialité, concrète, physique et écologique, influence directement les modes de vies des populations qui y sont exposées au quotidien. Les décisions politiques sont donc confrontées à cette matérialité et aux conséquences de celle-ci. Ces questions sont d'autant plus prégnantes dans un processus de métropolisation où la vulnérabilité aux risques sociaux et environnementaux se fait de plus en plus pressante (Dauphiné & Provitolo, 2013 ; Choplin, 2018 ; Humain-Lamoure, 2020). Cette

2 Au Bénin, on désigne par « lotissements » les opérations de remembrement sur des espaces considérés comme « privés » par les populations, généralement non aménagés mais déjà morcelés par leurs occupants, avec très souvent des constructions déjà établies.

contribution³ propose donc d'affirmer, à partir d'un cas situé, la place de la matérialité environnementale des sols dans l'administration des politiques d'aménagement du foncier, et d'interroger la manière dont les acteurs de cette action publique aménagiste abordent les impacts causés sur les milieux occupés.

Notre travail de terrain, réalisé pendant six mois en 2018, recouvre une série d'observations ethnographiques menée dans plusieurs quartiers vulnérables de la capitale. Ces zones ont été choisies en raison de la double contrainte qu'elles rencontrent : pression démographique et matérialité environnementale (exposition aux inondations). Nous avons ainsi réalisé un important travail photographique, destiné à restituer la matérialité physique des espaces de tensions écologiques et anthropiques dans les zones urbaines concernées (Krase, 2007 ; Maresca & Mayer, 2013). Nous avons mené une trentaine d'entretiens qualitatifs, à la fois auprès des responsables politiques et administratifs (chefs de quartiers et leurs conseillers, service des affaires domaniales de la mairie, délégation pour l'aménagement du territoire et direction de l'urbanisme du ministère du Cadre de vie) et des habitants.

Nous montrons tout d'abord que le cadre de gestion des risques environnementaux et du foncier urbain est aux prises avec deux dynamiques concomitantes, d'un côté l'importante transsectorisation de l'action publique aménagiste ; de l'autre, la dualité juridique qui caractérise l'accès au foncier favorisant une appropriation des terrains marécageux par les populations les plus précaires. Ensuite, nous allons voir que les opérations de lotissements des quartiers précaires de la ville formalisent l'existence des quartiers sans pour autant résorber les risques auxquels ils sont confrontés. Puis nous analysons comment les autorités publiques et professionnelles de l'aménagement participent de la privatisation marchande de ces opérations. Enfin, nous réfléchissons aux difficultés à concrétiser les politiques d'aménagements et à la durabilité des impacts socio-environnementaux que cela génère dans l'espace social cotoinois.

3 Je remercie les lecteurs anonymes de la revue pour leurs commentaires sur la première version de ce texte ainsi que les membres de l'atelier d'écriture de mon laboratoire de rattachement. Je remercie également Jérémy Waterkeyn et Nicolas Handschoewercker pour l'aide à la conceptualisation des cartes.

1. Un cadre de gestion des risques et du foncier évolutif

Si les études sur les politiques foncières, les accaparements de terres et l'insécurité foncière concernent surtout les zones rurales (Lavigne Delville, 1998 ; Colin *et al.*, 2010 ; Le Roy, 2011 ; Chouquer, 2012 ; Silva-Castañeda *et al.*, 2014), elles se focalisent plus rarement sur les villes (Choplin, 2006 ; Choplin & Denis, 2016) ou sur les enjeux associés de justices sociales et de construction des légitimités à y vivre (Didier & Philifert, 2019). Or, le foncier urbain se situe au croisement politique d'enjeux en termes de justice sociale – avec la question de l'accès au logement –, mais aussi de justice environnementale – avec la gestion des risques environnementaux. Ces questions sont d'autant plus pertinentes qu'elles interrogent l'engagement de l'État, les rapports de pouvoirs et les moyens mobilisés dans une ville concernée par un accroissement urbain très rapide.

Au Bénin, comme ailleurs en Afrique de l'Ouest (Lavigne Delville, 1998 ; Jacob & Le Meur, 2010), les stratégies d'accès au foncier opposent deux modes d'accès à la terre et de propriété du sol. Le premier concerne les règles coutumières qui organisent l'accès et l'usage de la terre en vertu de processus historiques marqués de façon récurrente par l'oralité (notamment dans les héritages, ou encore certaines donations) et par des usages reconnus par les autorités coutumières locales. Le second mobilise le droit positif, essentiellement d'origine coloniale, qui définit l'attribution aux agents de la pleine propriété privée à partir de documents écrits et reconnus juridiquement par les instances étatiques, notamment le *titre foncier*, privé et inattaquable. Dans les faits, ces deux registres juridiques s'articulent et s'entremêlent couramment, les populations se référant aux régimes coutumiers ou néo-coutumiers, certains revendiquant des titres de propriété en brandissant des actes de vente réalisés sous seing privé, parfois sans homologation des autorités (Simonneau, 2017)⁴. Les morcellements des domaines collectifs et les subdivisions de domaines en propriétés privées en milieu urbain et

4 Par « régimes néo-coutumiers », nous faisons ici référence à ce que Claire Simonneau a défini comme « néo-coutumier », à savoir des conventions de vente écrites, signées par le vendeur, l'acquéreur et parfois des témoins. Plus souvent, ce sont des traces matérielles qui marquent la propriété présumée.

périurbain sont un phénomène ancien, lequel remonte à l'époque coloniale⁵. Progressivement, ces morcellements ont fini par toucher les domaines publics, notamment des zones humides fragiles qui apportent des services écosystémiques en servant de réservoir d'eau lors de la saison des pluies. Ainsi, depuis les années 1990, l'explosion démographique entraîne une ruée vers les terres urbaine et périurbaine, stimulant le marché foncier local, multipliant les transactions formelles comme informelles, s'accompagnant d'une augmentation très forte des prix du foncier. Ce dynamisme a ainsi provoqué une saturation progressive des espaces périphériques disponibles, ce dont rendent compte les deux cartes qui témoignent du développement de la ville entre les années 1960 et 2018 (cartes 1 et 2)⁶.

Dans le même temps, le Bénin prend des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection de l'environnement et de suivi de l'action climat : le pays est signataire de textes internationaux d'une part (conventions, traités et accords ratifiés ou signés par le pays) et s'engage dans des textes nationaux d'autre part (lois et textes réglementaires). En outre, la planification territoriale est érigée en répertoire politique (Samuel, 2017) pour agir sur les risques qu'encourent ces territoires et milieux. Dès 1991, un ministère en charge de l'environnement est créé afin de fournir un cadre institutionnel ajusté à la prise de dispositions constitutionnelles pour la protection de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques, et une loi-cadre sur l'environnement voit le jour en 1999.

5 Le document « L'homme d'outre-mer. Société paysanne et problèmes fonciers de la palmeraie dahoméenne. Étude sociologique et cadastrale » (1956) produit par le Conseil supérieur des recherches sociologiques outre-mer et l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer en 1955 relate ce phénomène et le développement de la propriété privée qui accompagne l'installation de petits groupes constitués par des ménages et des frères et sœurs dans la banlieue de Porto-Novo, et plus généralement dans les villes du sud du Bénin.

6 Ces deux cartes sont produites à partir des captures d'un *time-lapse* réalisé dans le cadre de l'exposition « Cotonou(s) histoire d'une ville sans histoire » réalisée par Armelle Choplin et Riccardo Ciavolella en 2018 dans le cadre du projet URBACOT – Observatoire des dynamiques urbaines côtières en Afrique de l'Ouest (<https://urbacot.hypotheses.org/>). Le *time-lapse* peut-être visionné sur le lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=gWIHP-QNrIY>.

Carte 1 : Urbanisation cotonnoise en 1960

Source : élaboration de l'auteur, 2021.

Carte 2 : Urbanisation cotonnoise en 2018 et localisation des principaux sites de l'enquête

Source : élaboration de l'auteur, 2021.

Les années 2000 sont ensuite marquées par une succession de transformations institutionnelles dans la répartition des cadres de gestion : en 2002, la politique de décentralisation qui se met en place amène l'État à transférer les compétences foncières des préfectures vers les mairies (Gandonou & Dossou-Yovo, 2013) ; et en 2004 est élaboré un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du Grand Nokoué qui prend en compte l'espace territorial des cinq communes du sud du Bénin : Porto-Novo, Sèmè-Kpodji, Abomey-Calavi, Ouidah et Cotonou. Mais la principale difficulté pour la mise en œuvre de ce schéma est qu'il intervient à une étape très avancée de l'urbanisation de l'espace considéré. Si son diagnostic permet d'établir formellement l'existence d'une conurbation entre ces communes, ce document, finalement adopté en 2009 par les différentes mairies, prévoyait un ensemble de mesures concrètes, notamment « le plafonnement des surfaces à lotir par commune à 500 hectares par an (soit environ 10 000 parcelles) », « la limitation de la taille des lotissements d'un seul tenant à 200 hectares », et des mesures plus floues, comme « la viabilisation des zones d'extension urbaine loties » et le « déguerpissement des zones impropres à l'habitation »⁷. Mais par manque de moyens financiers, il n'a pas fait l'objet d'une mise en application. En parallèle, la commune de Cotonou a adopté en 2008 un plan de développement communal. Ce document, long de 222 pages, s'est essentiellement attaché à traiter des questions d'ordre institutionnel comme l'organisation des services administratifs ou la capacité de la commune à mobiliser des ressources financières.

L'arrivée du bailleur Millenium Challenge Account en 2005 a incité l'administration étatique centrale à se réengager dans la gestion foncière. Après l'adoption du « Livre blanc de politique foncière et domaniale » en 2011, document où la propriété coutumière est présentée comme rétrograde et la dualité juridique du foncier comme source de conflit, l'année 2013 marque un tournant pour le Bénin avec l'adoption de la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant Code foncier et domanial en République du Bénin. Ce texte de loi vise à unifier le droit positif béninois en matière foncière et domaniale, aussi bien en milieu rural qu'urbain (Lavigne Delville, 2010). Ce changement de cadre s'est accompagné d'une déconcentration de l'administration foncière avec la création d'une Agence nationale du domaine et du foncier – qui ne

7 Mairie de Cotonou, « Élaboration du plan directeur d'urbanisme de Cotonou. Rapport diagnostic thématique : évolution spatiale », septembre 2013, p. 18.

verra le jour qu'à partir de 2016 –, notamment en charge de la réalisation d'un cadastre national numérique à même de venir combler les difficultés de mises à jour des plans parcellaires existants.

Plus récemment, depuis avril 2016, c'est au ministère du Cadre de vie et du Développement durable que sont élaborées les politiques environnementales nationales. Des structures de tutelles accompagnent la mise en œuvre de ces politiques nationales, notamment l'Agence béninoise pour l'environnement et le climat, qui travaille principalement à la production d'études d'impact environnemental ou à la réalisation de cadres normatifs de responsabilité sociale et environnementale de projets d'aménagement. En revanche, d'autres structures qui ont trait à ces enjeux sont rattachées à d'autres portefeuilles ministériels, renforçant par là l'éclatement des pôles administratifs de gestion. Ainsi, l'Agence nationale du domaine et du foncier, en charge des titres fonciers et du futur cadastre, est rattachée au ministère des Finances. La Délégation à l'aménagement du territoire, qui est l'organe exécutif de l'aménagement, est pour sa part sous tutelle du ministère de la Décentralisation et de la gouvernance locale. En outre, les relais locaux sont encore à l'état embryonnaire et si les acteurs communaux sont pleinement conscients des effets des risques environnementaux sur leur territoire, les dispositions prises sont aujourd'hui essentiellement des mesures sectorielles d'atténuation des risques qui s'inscrivent dans le développement de groupes de projets adossés aux priorités de la politique nationale de développement qui vise, entre autres, à gouverner les « illégalismes urbains » (Aguilera, 2012). Enfin, l'ensemble des documents institutionnels consultés souligne l'emboîtement de la question des droits d'accès à la terre dans cet enjeu à plusieurs niveaux de l'étalement urbain, qui va de l'émergence des quartiers précaires à la gestion des risques environnementaux encourus. Face à l'urbanisation qu'engendre cette parcellisation des domaines collectifs, notamment dans les zones humides, juridiquement droit de l'État, la section suivante analyse les pratiques que recouvrent les opérations d'aménagement *a posteriori* du foncier urbain.

2. Formaliser l'existence du quartier par les opérations de lotissement et remembrement

Dans un contexte d'action publique polycentrique, caractérisé par la superposition de systèmes juridiques de référence et par la multiplicité des acteurs, les opérations de lotissements sont la clé de voûte de la formalisation de ces quartiers et de leur reconnaissance par les registres fonciers urbains de l'État (Simonneau, 2013)⁸. Le travail d'enquête de terrain nous a amenés à interroger le rôle des différents acteurs – géomètres, urbanistes, agents administratifs du service des affaires domaniales – qui prennent part à ces opérations d'aménagements du foncier urbain, afin d'identifier les processus qui les structurent.

Pour les autorités étatiques, tant que le lotissement n'est pas implanté, les occupants ne peuvent demander un permis de construire et doivent se contenter de constructions temporaires sans statut juridique. Toutefois, dans le cas de Cotonou, ces situations perdurent et beaucoup de quartiers non lotis ont vu l'apparition de maisons en dur, voire d'immeubles en hauteur, y compris dans les quartiers situés sur les zones marécageuses. Aussi, de nombreux quartiers situés dans ces zones ont quand même été lotis. Cette procédure de lotissement a été particulièrement utilisée à partir des années 1990 afin de structurer des quartiers qui étaient jusque-là informels et peu organisés, sans tenir compte des droits fonciers de l'État sur les domaines publics naturels. La procédure se déroulait selon la façon suivante. À la demande, le plus souvent des occupants de ces quartiers, la mairie lance la procédure de lotissement et est alors chargée de mandater un cabinet d'urbanistes et un cabinet de géomètres-experts pour diriger les opérations. Ces derniers se chargent d'établir les plans de voiries et identifient des emplacements pour les équipements publics ; une fois ces derniers approuvés par la mairie, ils doivent redessiner les parcelles des habitants. Pour tracer les voies et réserver les emplacements pour les équipements

8 Claire Simonneau a très bien rendu compte des opérations de gestion urbaine locale, notamment la mise en place des registres fonciers urbains. Cet outil s'apparente à un système d'information foncière en milieu urbain et s'appuie sur la « présomption de propriété » afin d'identifier les contribuables des taxes foncières, c'est-à-dire les citoyens qui se revendiquent « présumés propriétaires ». Cet outil devant permettre d'augmenter rapidement les revenus fiscaux.

publics, ils appliquent un « coefficient de réduction⁹ » à la surface de tous les terrains initiaux pour déterminer la surface des parcelles régulières qui seront accordées à leurs présumés propriétaires. Ce coefficient de réduction est variable selon les situations, mais semble se situer « autour de 30 %¹⁰ ». Il dépend au préalable du quartier et des négociations avec les habitants. À l'issue de la procédure, et après avoir payé plusieurs taxes et redevances, les présumés ayants droit de chaque parcelle reçoivent de l'administration une « attestation de recasement » avec un numéro de terrain qui leur est attribué. Ils peuvent aussi solliciter un « permis d'habiter », document temporaire et révocable par les autorités communales. Toutefois, dans la plupart des cas, des problèmes apparaissent : non-sécurisation de l'enquête au départ, commissions exorbitantes, faux frais, pots-de-vin, temps d'attentes trop longs entre l'enquête de départ qui fixe l'état des lieux des travaux à mener et la finalisation du lotissement, attribution de parcelles dans d'autres lotissements qui ne sont pas encore installés, réserves pour des équipements publics finalement morcelés par des agents de l'État à des fins privées, etc.

Dès lors, la question de la viabilisation des quartiers par les opérations de lotissements interroge plus largement les luttes définitionnelles liées aux milieux naturels qui s'intercalent dans ces enjeux d'aménagement du foncier urbain, c'est-à-dire sur le bornage de ces zones humides et inondables et leur possible assainissement, en témoigne ce fonctionnaire des affaires domaniales de la mairie de Cotonou :

La question se pose de savoir, d'un point de vue technique, qu'appelons-nous bas-fond ? Or, ce n'est pas prévu dans le Code foncier. Ils ont juste parlé des bas-fonds et des zones marécageuses comme étant interdits d'habitation. Mais qu'appelle-t-on zone marécageuse ? Est-ce que l'on a pu définir ça ? Ce n'est pas parce qu'une zone est inondable qu'elle est marécageuse et qu'elle ne peut pas être occupée, parce qu'elle peut être assainie et aménagée¹¹.

Si ces questions restent en suspens, les registres de légitimation des acteurs varient selon les pratiques et les positions occupées. Par l'urbanisation des parcelles situées dans les zones marécageuses, l'emprise de la lagune se

9 Entretien réalisé le 3 novembre 2018.

10 *Ibid.*

11 Entretien réalisé le 23 mai 2018.

voit progressivement rognée. Les constructions en dur et la bétonisation qui se chevauchent bien souvent aux opérations de lotissement perturbent le bon écoulement des eaux de ruissellement et contribuent à accentuer les phénomènes d'inondations qui font suite aux pluies. Ces causes sont donc essentiellement anthropiques, bien que les changements climatiques et le recul du trait de côte les aggravent, et influent directement sur le niveau du lac Nokoué, sur les inondations et les conditions de vie des populations les plus précaires.

3. Privatisation et marchandisation des procédures de reconnaissances formelles

L'expérience quotidienne des inondations induites par les lotissements des marécages de Cotonou conduit à la dénonciation des malversations dans les pratiques de ces opérations d'aménagement, mais ne masque pas pour autant les oppositions qui peuvent exister dans les discours formulés par les différents acteurs. Ainsi, si urbanistes, géomètres et personnels administratifs des services domaniaux de la mairie partagent tous le constat des insuffisances qui conduisent à vivre presque quotidiennement avec des contraintes environnementales pour certains citoyens, l'exercice de la prise de parole pour retracer le *modus operandi* de ces pratiques peut conduire à la délation et à un discours de dénonciation pour certains, autant qu'à des silences parfois gênés pour d'autres. Ainsi, les différentes autorités et acteurs se renvoient les responsabilités ou usent de stratégie de contournement lors des discussions. Par exemple, alors qu'il avait accepté ma demande d'entretien pour me présenter la situation du foncier dans son quartier, Monsieur C. refusa expressément de me parler du lotissement en cours depuis trente ans dans son secteur. Nos échanges ont porté principalement sur les inondations, les crues annuelles du lac et la situation sanitaire difficile pour ses habitants. À l'inverse, d'autres acteurs acceptèrent de parler plus explicitement des pratiques qui entourent ces opérations de lotissement, comme ce fonctionnaire du service des affaires domaniales de la mairie de Cotonou :

L'État a démissionné. Jusqu'à aujourd'hui, le Code foncier n'a pas réglé les questions de paiements des lotissements. Ce sont les populations même qui payent d'une manière ou d'une autre tous les corps de métiers qui interviennent, les

géomètres et urbanistes. Ça fait que les lotissements prennent du temps, car le géomètre qui introduit les travaux attend d'être payé, et tant qu'il n'est pas payé, il ne rend pas disponibles les documents, les plans notamment. Alors que nous ici, on a besoin de ces documents. L'urbanisme en souffre énormément. Il y a des quartiers de Cotonou dont les plans ne sont disponibles nulle part, à part dans le cabinet du géomètre. Pleins de quartiers. C'est un moyen de pressions et de chantages¹².

Si la faiblesse de l'État et ses difficultés à faire respecter le droit sont régulièrement invoquées par les acteurs que nous rencontrons, la critique permet aussi de masquer les propres laisser-aller de certains services décentralisés. En conséquence, pour les autorités municipales, la gestion foncière de ces espaces serait dépendante des cabinets de géomètres et d'urbanistes qui participent aux travaux. Quant au rôle de l'administration centrale, ce fonctionnaire poursuit :

Je peux juste vous dire que l'État, quand bien même il détiendrait un titre foncier sur les domaines, a quand même permis que des particuliers viennent s'installer, morceler et vendre les terrains¹³.

On voit donc bien ici que le problème est pointé comme étant systémique, les différents acteurs dénonçant plusieurs responsabilités d'acteurs et négligence juridique, ainsi que la place du clientélisme dans les affaires foncières de la commune. Cela donne à voir des tensions entre les différentes autorités et services administratifs en charge des questions foncières et la très forte politisation que revêtent ces enjeux, aussi bien pour les habitants que pour les autorités en charge de cette gestion et de la planification des aménagements. D'autres fonctionnaires dénoncent pour leur part les mécanismes marchands à l'œuvre et la financiarisation illicite qui s'opère aux travers de ces opérations de lotissements. Des échanges avec un membre de l'Ordre des géomètres-experts du Bénin tendent à confirmer ces relations qui peuvent aller jusqu'à l'extorsion de fonds. Ainsi, certains géomètres non payés se rémunèrent en parcelles, générant de nouvelles formes d'accaparements à même de venir renforcer la monétisation, la spéculation, et l'artificialisation de ces espaces. Ce que m'a confirmé plus explicitement un expert foncier de l'Association nationale des communes du Bénin, au détour d'une conversation de couloir :

12 Entretien réalisé le 23 mai 2018.

13 *Ibid.*

Ça varie selon les situations, mais tous ces faux frais peuvent aller jusqu'à 200 000 FCFA¹⁴ par habitant. Si les habitants ne peuvent pas payer, le géomètre peut appliquer un coefficient de réduction plus important et se rémunérer avec la terre¹⁵.

Alors que la mairie a la charge de délivrer les certificats administratifs, les attestations de recasement ou les permis d'habiter, il n'est pas rare que les agents municipaux prennent part également à ces pratiques en appliquant des faux frais, en détournant les sommes prévues à cet effet ou en ajoutant des commissions imaginaires, et plus généralement en faisant preuve d'arbitraire ou de zèle dans les procédures (Perazzone, 2020). À l'inverse, le service des affaires domaniales de la mairie est aussi très sollicité par les populations pour la résolution des conflits fonciers et profite de sa position comme d'une ressource pour administrer et réguler, ou non, voire bloquer, certaines délivrances d'actes. De la même manière, nous pouvons mentionner le rôle des notaires dans ces conflits, dont certains ont acquis des terrains à bas prix plusieurs années auparavant en profitant de leur position privilégiée au sein des transactions foncières pour faire de la spéculation (Andreetta, 2018). Ainsi, l'enchâssement des logiques de marchandisation des services adossées à l'absence de clarté juridique sur les règles à suivre des opérations de lotissement et de remembrement participe à produire une forme de privatisation informelle et asymétrique comme mode opératoire de la gestion des aménagements du foncier urbain.

4. Enlisement et conflictualisation : des aménagements fonciers difficiles à concrétiser

En théorie, au terme des opérations de lotissement, chaque présumé propriétaire a son numéro d'état des lieux et c'est ce numéro qui figure ensuite sur le plan de voirie. Chaque numéro d'état des lieux (c'est-à-dire chaque présumé propriétaire) bénéficiera d'une parcelle au même emplacement qu'au moment du relevé d'état des lieux ou bien à un nouvel emplacement dans le même quartier, et dans tous les cas avec une superficie attribuée qui

14 200 000 FCFA équivalent à 305 euros, une somme titanesque pour le Béninois moyen alors que les salaires moyens se situent entre 40 000 et 60 000 FCFA par mois, soit 90 euros tout au plus.

15 Entretien réalisé le 26 octobre 2018.

tient compte de l'application du coefficient de réduction, conformément à ce qui a été calculé par le cabinet de l'urbaniste, et qui est censé être connu de tous les acteurs. Mais dans les faits, les usagers témoignent très souvent de leur insatisfaction quant au respect des procédures et dénoncent l'arbitraire et l'opacité des travaux. À l'Observatoire d'analyse spatiale, on témoigne à ce propos : « Les lotissements ne sont généralement pas terminés, et ça vient créer de l'insécurité foncière parce qu'il y a des conflits¹⁶. » Dans la continuité de ces lotissements, certains n'hésitent ensuite pas à faire enregistrer leurs domaines afin d'obtenir un titre foncier, qui, une fois délivré, rendra le domaine ou la construction inattaquable.

Et en définitive, ce qui subsiste, c'est la nécessité pour le présumé propriétaire de faire reconnaître la propriété foncière sur la terre qu'il occupe et de la formaliser. Ce qui ne manque pas de raviver des tensions et d'attiser la volonté de l'État de prendre le contrôle des opérations d'aménagement. Mais d'aucuns contestent que les autorités communales et étatiques connaissent les arrangements existants, et en sont même partie prenante. À la Délégation pour l'aménagement du territoire, les agents en parlent explicitement :

Les opérations de lotissements, c'est tout le problème des aménagements de cette ville. Il y a des zones inhabitables, vraiment inhabitables. Mais aujourd'hui, même la mairie vend des terres dans ces zones-là après avoir elle-même donné son accord pour les lotir. Alors qu'on ne devrait pas les lotir. Il y a même des agents de la mairie qui se découpent des réserves administratives¹⁷.

Sur le terrain, un habitant me confirme : « Toute la réserve administrative a été vendue. Il n'y a plus un terrain à vendre. Même dans le bas-fond. Il n'en reste que sur la berge¹⁸. » La vente des réserves foncières publiques témoigne de la manière dont la ville se construit par accaparement et démembrement des domaines collectifs (Denis, 2011). Aussi, cela tend à confirmer la dynamique parallèle avec les dépossession foncières en milieu rural. En effet, ces pratiques en milieu urbain s'accompagnent d'effets sociaux similaires, à savoir une précarisation importante des populations les plus vulnérables et une fragilisation de leurs droits fonciers. Certaines

16 Entretien réalisé le 12 avril 2018.

17 Entretien réalisé le 25 octobre 2018.

18 Entretien réalisé le 17 mai 2018.

populations vivent sous la menace d'une expulsion et de la destruction de leurs habitations. Or, l'habitat est précisément un creuset des inégalités sociales et environnementales (Charles *et al.*, 2007). Dans ces conditions, l'effectivité de leurs droits et la viabilisation de leurs zones d'habitations sont une question de survie pour des milliers de travailleurs et leurs familles, tandis que leur exposition récurrente aux inondations aggrave leur quotidien de vie, les exposants de surcroît à des risques sanitaires importants.

Cette situation a conduit l'État – dans ses administrations centrales –, les bailleurs de fonds – notamment la Banque mondiale –, et les services municipaux à s'organiser dans l'urgence. Mais ces derniers peinent à produire une réponse claire¹⁹. Au contraire, on observe plutôt le développement de stratégies d'accaparements de ces espaces où le flou juridique est utilisé comme une ressource par différents acteurs urbains disposants d'un fort capital culturel et économique. Ces formes d'aménagement qui s'accompagnent de dépossession interrogent la perception des acteurs des risques sociaux et environnementaux encourus. Ces acteurs cherchent, pour de multiples raisons, à établir des rapports de force dont tous tirent bénéfice au gré des situations. Les cabinets de géomètres et d'urbanistes endossent la question des aménagements fonciers comme une façon de se créer des espaces d'action politique et économique. À l'image des élites urbaines qui prennent part aux accaparements de terres en milieu rural (Grajales, 2018), ceux-ci font valoir leurs capitaux culturels et économiques pour se rétribuer ; ils sont généralement à l'aise avec la langue française et donc avec les textes juridiques, ce qui leur permet de s'approprier les procédures, de les déformer et les contourner (Blundo & Olivier de Sardan, 2007). C'est à partir de ces capitaux qu'ils parviennent à investir et à naviguer dans le champ politique du foncier et des aménagements urbains, en établissant des relations informelles où les rapports de force et les tensions se nouent et se dénouent au gré des situations et des différents quartiers. Cela leur permet

19 La Banque mondiale a approuvé en mai 2019 un crédit de 100 millions de dollars pour le « projet de gestion des eaux pluviales et de résilience urbaine » qui vise à réduire les risques d'inondation dans certaines zones de Cotonou. Ce projet financera la construction de collecteurs et de matelas-gabions pour protéger les berges ainsi que la remise en état de trois bassins de rétention d'eau. Il fait suite à une précédente opération lancée entre 2011 et 2015, intitulée « projet d'urgence de gestion environnementale en milieu urbain » (PUGEMU), qui a permis l'élaboration d'un schéma directeur pour l'assainissement aux autorités communales.

de tirer profit des zones grises laissées vacantes par le droit pour s'en servir comme d'une ressource politique ou économique, voire d'une rente pour ceux qui spéculent à la revente de parcelles qu'ils auraient récupérées lors des opérations de morcellements et pouvant déboucher sur des conflits.

Aussi, il est à noter que si la ville de Cotonou dispose d'une autonomie financière, ses capacités de mobilisation demeurent très faibles pour agir sur les leviers de développement urbain et ne permettent pas une mise en œuvre des documents de planification spatiale dont elle dispose. Si le registre foncier urbain lui permet de lever un impôt communal sur le foncier bâti de certains quartiers, cet instrument est mal actualisé. En outre, la commune ne dispose pas d'un service de cartographie ni de carte à jour de son territoire, hormis un adressage actualisé ponctuellement qui ne couvre pas les quartiers les plus précaires. La mairie exprime ainsi des besoins importants de renforcement de ses capacités pour agir : de nombreux experts et cadres techniques sont nécessaires, aussi bien en environnement, en urbanisme, en planification qu'en ressources humaines, en droit ou en coopération décentralisée.

À défaut d'intervention municipale, c'est donc à l'État central qu'incombe la tâche d'agir et de réinvestir ces quartiers (Leclercq, 2017) autant que de gérer ces illégalismes (Fischer & Spire, 2009). Si le gouvernement souhaite faire de Cotonou une vitrine de la modernisation du pays, l'État central cherche à reprendre le contrôle sur les zones relevant de son droit de propriété. C'est en ce sens que l'Institut géographique national a réalisé un bornage devant permettre de spatialiser les limites des territoires, menaçant d'expulsion les habitants installés au-delà de ces représentations physiques. Des projets de « déguerpissement » ont ainsi été intégrés au « PAG », le Plan d'action du gouvernement, géré par les plus hautes instances de l'État. Ainsi, en août 2019, ces travaux de « déguerpissement » débutèrent au quartier lagunaire de Xwlacodji, où les bulldozers ont démoli une partie des habitations. Là aussi, les habitants n'avaient pas de titre de propriété et étaient installés sur un domaine de l'État. Mais historiquement, Xwlacodji est un des plus anciens quartiers de Cotonou et ses habitants se revendiquaient propriétaires en invoquant les registres coutumiers. Malgré les promesses des autorités, aucun habitant n'a été relogé.

Conclusion

Cet article est revenu sur l'articulation entre politiques foncières, aménagements urbains et enjeux de résilience d'une ville côtière ouest-africaine. En s'intéressant aux interactions entre acteurs des politiques d'aménagements du foncier urbain et entre ces mêmes acteurs et leur environnement, nous avons cherché à comprendre comment ces politiques d'aménagement du foncier accentuent les risques environnementaux. Ainsi, au-delà du seul droit de propriété privée promu par l'État, la diversité des régimes fonciers et l'enchâssement des administrations de gestion héritées de l'histoire produisent un assemblage bricolé des institutions de référence, sujet à de multiples interprétations locales. Celles-ci ont poussé de nombreuses populations à ne pas tenir compte de la législation en vigueur et à se référer aux régimes (néo-) coutumiers pour se considérer comme propriétaires. Par conséquent, s'il est difficilement contestable d'affirmer que les inondations font courir de plus en plus de dangers dans l'agglomération, celles-ci ne seraient pas tant liées à un changement de climat avec des pluies plus violentes, qu'à des facteurs endogènes d'origines anthropiques dans l'occupation et l'aménagement des zones humides, traduisant de fait une relégation des contraintes biophysiques des milieux marécageux. En ce sens, la reconnaissance des droits fonciers et l'assainissement des zones d'habitations constituent les deux faces d'un même problème fondamental pour des milliers d'habitants de quartiers précaires. Dans ces conditions, l'effectivité des droits et la viabilisation des zones d'habitations sont une question essentielle pour des milliers d'habitants, tandis que leur exposition récurrente aux inondations aggrave leurs quotidiens de vie, les exposants de surcroît à des risques sanitaires importants.

Nous avons cherché à démontrer les gains potentiels d'une attention accordée à la matérialité des milieux et au croisement des enjeux entre politique foncière et politique d'aménagements, cherchant ainsi à dépasser le cadre théorique classique qui consiste à penser les enjeux fonciers au prisme des enjeux sociaux qui lient les acteurs, notamment par la question des droits de propriété sur la terre. Cette matérialité doit se lire comme une contribution épistémologique pour les études foncières et leur devenir. L'attention accordée à celle-ci permet en outre de mettre en lumière les dissonances existantes entre droits fonciers, parcellisation, opérations d'aménagement et matérialité environnementale des milieux. L'analyse du

processus d'urbanisation de la ville de Cotonou est ainsi venue montrer que certains acteurs, richement dotés en capitaux sociaux, économiques et politiques, font fi de ces contraintes et des risques encourus en aménageant et en lotissant des zones non assainies et soumises aux risques d'inondations. Cette urbanisation d'apparence désorganisée apparaît donc en réalité contrôlée par les autorités publiques qui participent ainsi à la spéculation foncière des zones à risques, conduisant à renforcer les tensions aussi bien sur les milieux – en les fragilisant – que sur les populations les plus précaires – en les exposant davantage –, contribuant à accroître les pressions et conflits existants pour l'accès à l'habitat.

In fine, et ce sera le principal résultat de ce travail, l'approche par les risques environnementaux est venue confirmer les bienfaits heuristiques d'une démarche croisée des usages du foncier. Cela tend à offrir de nouvelles perspectives de lecture des enjeux d'appropriation de ressources politiques et économiques par des acteurs dominants – groupes administratifs ou agents libéraux – qui cherchent à tirer profit à tout prix des opportunités qui leur sont données, en faisant fi des risques qu'ils font encourir aux populations et territoires. Cet article plaide ainsi pour des études foncières situées qui mettent en relation la matérialité environnementale du territoire étudié avec les relations de pouvoirs qui s'y exercent, examinant les processus et les conséquences des pratiques sur les moyens d'existence des différentes catégories sociales autant que sur la viabilité des milieux physiques et des habitats.

L'AUTEUR

Thibault Boughedada

Thibault Boughedada est doctorant en sciences politiques au Centre d'études et de recherches administratives politiques et sociales (Ceraps), UMR 8026 (CNRS/Université de Lille), et ATER à l'université de Lille. Ses travaux et réflexions doctorales portent principalement sur les liens entre politiques foncières, aménagements et enjeux environnementaux dans les politiques publiques d'aides au développement. Ses travaux de terrains ont majoritairement été conduits au Bénin.

BIBLIOGRAPHIE

- Aguilera, T. (2012). Gouverner les illégalismes. Les politiques urbaines face aux squats à Paris. *Gouvernement et action publique*, 1(3), 101-124. <https://doi.org/10.3917/gap.123.0101>
- Andreetta, S. (2018). Professions libérales et production du service public. La loi, les notaires et l'exécution des décisions de justice à Cotonou (Bénin). *Revue internationale des études du développement*, 236(4), 33-54. <https://doi.org/10.3917/ried.236.0033>
- Aykut, S. C. (2012). *Comment gouverner un « nouveau risque mondial » ? La construction du changement climatique comme problème public à l'échelle globale, européenne, en France et en Allemagne*. Thèse de doctorat en science politique, EHESS.
- Berdoulay, V., & Soubeyran, O. (2020). *L'aménagement face à la menace climatique. Le défi de l'adaptation*, UGA Éditions.
- Blundo, G., & Olivier de Sardan, J.-P. (Eds.) (2007). *État et corruption en Afrique. Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (Bénin, Niger, Sénégal)*. Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.blund.2007.01>
- Cabane, L., & Revet, S. (2015). La cause des catastrophes. Concurrences scientifiques et mise à l'agenda des catastrophes dans un monde transnational. *Politix*, 111(3), 47-67. <https://doi.org/10.3917/pox.111.0047>
- Charles, L., Emelianoff, C., Ghorra-Gobin, C., Roussel, I., Roussel, F.-X., & Scarwell, H.-J. (2007). Les multiples facettes des inégalités écologiques. *Développement durable et territoires*, 9. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.3892>
- Chartier, D., & Rodary, E. (2016). *Manifeste pour une géographie environnementale. Géographie, écologie, politique*. Presses de Sciences Po.
- Choplin, A. (2019). Produire la ville en Afrique de l'Ouest : le corridor urbain de Accra à Lagos. *L'Information géographique*, 83(2), 85-103. <https://doi.org/10.3917/lig.902.0085>
- Choplin, A. (2018). Corridor urbain et métropolisation en Afrique de l'Ouest. Ici naît la ville de demain. In de Montbrial, T. & David, D. (Eds.), *Les chocs du futur. Ramses 2019* (68-71). <https://doi.org/10.3917/ifri.demon.2018.01.0068>
- Choplin, A. (2006). Le foncier urbain en Afrique : entre informel et rationnel, l'exemple de Nouakchott (Mauritanie). *Annales de géographie*, 647(1), 69-91. <https://doi.org/10.3917/ag.647.0069>
- Choplin, A., & Denis, É. (2016). Le droit au sol dans les villes du Sud. Politiques de régularisation et propriété foncière dans les quartiers populaires. *Métropolitiques*. <https://www.metropolitiques.eu/Le-droit-au-sol-dans-les-villes-du-Sud.html>

- Chouquer, G. (2012). *Terres porteuses. Entre faim de terres et appétit d'espace*. Errance/Actes Sud.
- Ciavolella, R., & Choplin, A. (2018). *Cotonou(s). Histoire d'une ville « sans histoire »*. Fondation Zinsou.
- Colin, J.-P., Le Meur, P.-Y., & Léonard, É. (Eds.) (2010). *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*. Karthala.
- Dauphiné, A., & Provitolo, D. (2013). Les risques et les catastrophes urbains. In Dauphiné, A., & Provitolo, D. (Eds.), *Risques et catastrophes. Observer, spatialiser, comprendre, gérer* (190-208). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.dauph.2013.01>
- Denis, É. (2011). La financiarisation du foncier observée à partir des métropoles égyptiennes et indiennes. *Revue Tiers Monde*, 206(2), 139-158. <https://doi.org/10.3917/rtm.206.0139>
- Didier, S., & Philifert, P. (2019). Droit à la ville au Sud et construction des légitimités ordinaires. *Annales de géographie*, 729-730(5-6), 5-13. <https://doi.org/10.3917/ag.729.0005>
- Felli, R. (2014). Adaptation et résilience : critique de la nouvelle éthique de la politique environnementale internationale. *Éthique publique*, 16(1). <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.1371>
- Fischer, N., & Spire, A. (2009). L'État face aux illégalismes. *Politix*, 87(3), 7-20. <https://doi.org/10.3917/pox.087.0007>
- Gandonou, M.-B., & Dossou-Yovo, C. (2013). *Intégration de la décentralisation dans le Code Foncier et Domanial du Bénin*. Local Government Capacity Programme.
- Grajales, J. (2018). L'agro-business au village. La notion d'accaparement de terres à l'épreuve du cas ivoirien. *Politique africaine*, 151(3), 155-177. <https://doi.org/10.3917/polaf.151.0155>
- Humain-Lamoure, A. (2020). Villes et enjeux de développement durable. In Charvet, J.-P., & Sivignon, M. (Eds.), *Géographie humaine. Mondialisation, inégalités sociales et enjeux environnementaux* (165-204). Armand Colin.
- Jacob, J.-P., & Le Meur, P.-Y. (Eds.) (2010). *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*. Karthala.
- Krase, J. (2007). Visualisation du changement urbain. *Sociétés*, 95(1), 65-87. <https://doi.org/10.3917/soc.095.0065>
- Laronde-Clérac, C., Mazeaud, A., & Michelot, A. (Eds.) (2015). *Les risques naturels en zones côtières. Xynthia : enjeux politiques, questionnements juridiques*. Presses universitaires de Rennes.
- Lascombes, P., Bonnaud, L., Le Bourhis, J.-P., & Martinais, E. (2014). *Le développement durable. Une nouvelle affaire d'État*. Presses universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.lasc.2014.01>
- Lavigne Delville, P. (2010). La réforme foncière rurale au Bénin. Émergence et mise en question d'une politique instituante dans un pays sous régime d'aide. *Revue française de science politique*, 60(3), 467-491. <https://doi.org/10.3917/rfsp.603.0467>
- Lavigne Delville, P. (Ed.) (1998). *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*. Karthala.

- Leclercq, R. (2019). L'action publique à l'épreuve des inondations dans la banlieue de Dakar. *Anthropologie & développement*, 50. <https://doi.org/10.4000/anthropodev.813>
- Leclercq, R. (2017). Le tournant néolibéral de la résilience ? Pratiques et formes politiques de l'opérationnalisation de la résilience à Dakar. *Risques urbains*, 1. <https://doi.org/10.21494/ISTE.OP.2018.0202>
- Le Roy, É. (2011). *La terre de l'autre. Une anthropologie du régime d'appropriation foncière*. LGDJ Lextenso.
- Locher, F., & Queney, G. (2009). L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56(4), 7-38. <https://doi.org/10.3917/rhmc.564.0007>
- Maresca, S., & Meyer, M. (2013). *Précis de photographie à l'usage des sociologues*. Presses universitaires de Rennes.
- Mazeaud, A., & Rieu, G. (2021). Une privatisation de l'état bleu ? Ingénierie publique, ingénierie privée dans la gouvernance territoriale des risques littoraux. *Revue française d'administration publique*, 177(1), 153-169. <https://doi.org/10.3917/rfap.177.0159>
- Perazzone, S. (2020). « L'ennuyeux » formalisme d'État. Distanciation-discipline et gouvernance urbaine en République démocratique du Congo. *Politique africaine*, 158(2), 223-254. <https://doi.org/10.3917/polaf.158.0223>
- Revet, S., & Langumier, J. (2013). *Le gouvernement des catastrophes*. Karthala. <https://www.cairn.info/le-gouvernement-des-catastrophes-9782811109110.htm>
- Rocle, N. (2015). Gouverner l'adaptation au changement climatique sur (et par) les territoires. L'exemple des littoraux aquitain et martiniquais. *Natures Sciences Sociétés*, 23(3), 244-255. <https://doi.org/10.1051/nss/2015046>
- Roudart, L., & Guénard, C. (2019). Introduction : dépossession foncières en milieu rural. Acteurs et processus entre pression et oppression. *Revue internationale des études du développement*, 238(2), 7-29. <https://doi.org/10.3917/ried.238.0007>
- Rufat, S. (2017). Comment analyser la vulnérabilité aux inondations ? Approches quantitatives, qualitatives, francophones et anglophones. *Annales de géographie*, 715(3), 287-312. <https://doi.org/10.3917/ag.715.0287>
- Samuel, B. (2017). Planifier en Afrique. *Politique africaine*, 145(1), 5-26. <https://doi.org/10.3917/polaf.145.0005>
- Semal, L. (2017). Les chantiers de la théorie politique verte. In Blanc, G., Demeulenaere E., & Feuerhahn, W. (Eds.). *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes* (181-200). Éditions de la Sorbonne.
- Silva-Castañeda, L., Verhaegen, É., Charlier, S., & Ansoms, A. (Eds.) (2014). *Au-delà de l'accaparement. Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles*. Peter Lang.

- Simonneau, C. (2017). Stratégies citadines d'accès au sol et réforme foncière au Bénin. La pluralité comme enjeu ?. *Métropolitiques*. <https://metropolitiques.eu/Strategies-citadines-d-acces-au.html>
- Simonneau, C. (2013). Les registres fonciers urbains béninois et l'appropriation municipale de l'information foncière. Comité technique « Foncier et Développement ». <https://www.foncier-developpement.fr/wp-content/uploads/Registres-fonciers-urbains-b%C3%A9ninois.pdf>
- Vaillancourt, J.-G. (2010). From environmental sociology to global ecosociology: the Dunlap-Buttel debates. In Redclift, M. R., & Woodgate, G. (Eds.). *The International Handbook of Environmental Sociology, Second Edition* (48-62). Edward Elgar Publishing.
- Villalba, B. (2006). Dire la crise ? L'injonction contradictoire de l'idée de crise écologique dans le champ politique. In Beck, C., Luginbühl, Y., & Muxart, T. (Eds.). *Temps et espaces des crises de l'environnement* (383-393). Quae.

► La santé : nouveaux défis pour le développement

Sous la direction de Hamidou Niangaly, Valéry Ridde et Josselin Thuilliez

- **Introduction : repenser la santé en Afrique à l'aune de la crise sanitaire**
Hamidou Niangaly - Valéry Ridde - Josselin Thuilliez

DOSSIER

- **Vers une couverture sanitaire universelle au Sénégal**
Quelles sont les meilleures stratégies de financement ?
Sameera Awawda - Bruno Ventelou - Mohammad Abu-Zaineh
- **Does Health Insurance Improve Health Access?**
Evidence from RSBY Health Insurance for Below Poverty Line households in India
Isadora Mathevet
- **Déterminants du recours aux soins communautaires à Madagascar**
Marilys Victoire Razakamanana
- **L'avènement de la couverture sanitaire universelle dans la gouvernance globale**
Amandine Fillol - Lara Gautier - Valéry Ridde

VARIA

- **La gouvernance urbaine « les pieds dans l'eau »**
Le foncier urbain cotoinois à l'épreuve des matérialités environnementales au Bénin
Thibault Boughedada
- **The Willingness to Pay for Social Insurance**
A Field Experiment in the Algiers Governorate
Walid Merouani - Moundir Lassassi

FIGURES DU DÉVELOPPEMENT

- **Raymond Decary, « administrateur d'abord, naturaliste ensuite »**
Pascal Gendreau

LE DÉVELOPPEMENT DANS LES MÉDIAS

- **La médiatisation de la santé dans les pays du Sud**
Laëtitia Larcher - Charles Mamere

ÉDITIONS DE LA SORBONNE

Couverture : Isabel le Roux, *African Sun*, 2005

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT
DE LA SORBONNE

20 €

ISBN : 979-10-351-0667-6
ISSN : 2554-3415